



Alterpolitiques! 2

Max Rousseau, Vincent Béal

► To cite this version:

Max Rousseau, Vincent Béal. Alterpolitiques! 2. Métropoles, 2015, 17, 10.4000/metropoles.5146 . halshs-03267551

HAL Id: halshs-03267551

<https://shs.hal.science/halshs-03267551>

Submitted on 18 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Métropoles

17 | 2015

Politiques urbaines alternatives (2)

Dossier

Alterpolitiques! 2

MAX ROUSSEAU ET VINCENT BÉAL

<https://doi.org/10.4000/metropoles.5146> 

Texte intégral

1. Retour sur les enjeux des politiques alternatives de développement urbain

- 1 Paru il y a une année, le premier volet de ce double dossier de la revue *Métropoles* consacré à l'analyse des « alterpolitiques » se fixait pour objectif d'analyser un ensemble de politiques urbaines dont le trait commun est de se distinguer du modèle *mainstream* d'entrepreneuriat urbain (*Métropoles*, 2014). Alors que la littérature émergente consacrée à ces politiques urbaines « alternatives » souffre fréquemment d'un manque de systématisme et d'une difficulté à monter en généralité, le dossier proposait un cadre d'analyse afin d'esquisser les contours de ces politiques, de comprendre leur émergence, leurs contradictions, les rationalités sur lesquelles elles s'appuient et les évolutions qu'elles sont susceptibles de connaître. Si, comme nous l'avons souligné, ce cadre reste encore incomplet et nécessite d'être affiné, il permet toutefois d'envisager une première définition des alternatives en matière de politiques urbaines.
- 2 Ainsi, nous avons proposé une définition « par défaut » du terme alternatif », qui inclut un ensemble hétérogène d'initiatives, de démarches et de politiques urbaines qui n'entrent pas dans le cadre dominant des stratégies urbaines, c'est-à-dire des politiques entrepreneuriales tournées vers l'offre. Ces initiatives, démarches ou projets soutenus par les acteurs publics locaux et qui cherchent à organiser un développement urbain s'éloignant des canons de l'entrepreneuriat, se révèlent profondément disparates quant à leurs objectifs et à la nature des ressources municipales utilisées. Elles disposent toutefois de trois principales caractéristiques. Premièrement, elles ne sont pas conçues selon une perspective *top-down*. Deuxièmement, elles ne font pas des mécanismes marchands leur principal vecteur d'organisation. Troisièmement, elles ne cherchent pas à reconstruire la ville pour les capitaux extérieurs, les groupes sociaux les plus favorisés ou la « classe visiteuse » (Béal et Rousseau, 2014). En mobilisant cette définition idéal-typique pour analyser des politiques alternatives de développement urbain émanant d'un large spectre de villes du Nord (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Pologne, Danemark et France), les articles regroupés dans le premier numéro permettaient de prendre position dans le débat international. Ils soulignaient notamment que, si les villes apparaissent comme étroitement contraintes par les pressions macro-économiques et les échelons supérieurs de gouvernement, elles n'en restent pas moins des lieux d'innovation, dans lesquels sont inventées de nouvelles formes d'action, et peuvent à ce titre être appréhendées comme des échelles stratégiques dans l'émergence de nouvelles pratiques et politiques davantage inclusives et tournées vers la justice sociale.
- 3 L'année écoulée depuis la parution du premier dossier a confirmé l'intérêt grandissant de la recherche urbaine pour cette question des alternatives dans les politiques de développement urbain¹. A l'échelle internationale, les débats (Beauregard, 2014 ; Fainstein, 2014) et publications (Becker *et al.*, 2015 ; Boyer, 2015 ; Patel *et al.*, 2015 ; Smith et Kirkpatrick, 2015 ; *Space & Polity*, 2015) portant sur ces alternatives se sont multipliés. Certains enjeux ont d'ailleurs été particulièrement investis par ces réflexions, comme par exemple ceux de la remunicipalisation des services urbains, à l'œuvre notamment en Allemagne (eau, énergie, transports publics, hôpitaux), ce qui pose l'hypothèse de l'émergence de « communs urbains », c'est-à-dire d'espaces « dé-marchandisés » à l'intérieur desquels la distribution et l'utilisation collective des ressources se trouvent de nouvelles mises en discussion (Becker *et al.*, 2015). D'autres pratiques et politiques sont aujourd'hui interrogées au prisme d'une réflexion sur les alternatives, notamment l'agriculture urbaine (McClintock, 2014 ; Cohen et Reynolds, 2015) et la décroissance planifiée (Peck, 2014 ; Schindler, 2014 ;



Hackworth, 2015). L'intensité des débats actuels sur le contenu réel de ces alternatives ainsi que sur leur capacité à modifier en profondeur le régime de développement urbain néolibéral semble confirmer l'importance d'un agenda de recherche sur les alterpolitiques et la nécessité de l'approfondir dans les années à venir.

2. Des politiques urbaines alternatives ambiguës

- 4 Les cinq textes de ce second numéro (trois articles standard et deux « débats ») permettent d'enrichir l'analyse des politiques alternatives de développement urbain proposée dans le premier dossier. Tout d'abord, en mobilisant des cas issus de contextes nationaux variés (Royaume-Uni, Portugal, Italie et France), ces articles traitent d'enjeux urbains qui n'avaient pas été abordés de manière frontale dans le premier dossier – alimentation, arts de rue, tourisme, amélioration du logement et gestion des temps – et qui sont pourtant au cœur des agendas locaux comme de la réflexion sur les alternatives. Ensuite, en comparaison du premier dossier centré sur le contenu et la mise en œuvre des politiques urbaines alternatives, les articles de ce dossier s'intéressent davantage aux effets de ces politiques, notamment en ce qui concerne l'intégration des différents groupes sociaux dans les processus de transformation urbaine. Que ce soit dans les politiques temporelles, les politiques touristiques et patrimoniales et plus encore dans la « permanence architecturale », l'un des principaux enjeux des alternatives est en effet de permettre à des groupes jusque-là marginalisés dans l'action publique urbaine de renforcer leur influence sur les processus décisionnels. Ainsi, l'intérêt de ce dossier est de rappeler que les « alterpolitiques », comme toutes les politiques publiques, prennent aussi sens dans leur capacité à construire des publics et à établir des frontières relatives à l'implication des différents groupes sociaux dans l'action publique. Au-delà de cet apport, les cinq articles présentés ci-dessous cadrent par ailleurs pleinement avec les conclusions générales du dossier. Ils pointent de nouveau les ambivalences des politiques urbaines alternatives, notamment dans leur rapport au néolibéralisme, et confirment trois des principales idées développées dans le numéro précédent.
- 5 Premièrement, ce second volet confirme les liens évoqués entre contexte de crise et émergence de politiques urbaines alternatives (Coppola, 2014 ; North et Nurse, 2014). Si, comme nous l'avions souligné, les effets de la crise actuelle (immobilière, financière, économique, sociale, politique, écologique, des finances publiques, etc.) ne peuvent encore être totalement appréhendés, il est en revanche possible d'émettre l'hypothèse que cette crise a ouvert une période d'expérimentation (« *regulatory experimentation* ») similaire à celle du tournant des années 1980, favorable à l'apparition de nouveaux enjeux sur les agendas urbains et de nouvelles politiques urbaines et pratiques sociales. Par exemple, la « permanence architecturale » (par laquelle une architecte a vécu durant trois années au contact des habitants d'un quartier de logement social de Boulogne-sur-Mer) apparaît comme une expérience innovante en matière de réhabilitation qui résulte de la rencontre entre un cabinet d'architecte et un maire cherchant des solutions pour sa ville en proie à une situation sociale fortement dégradée. De manière imprévue, la confiance générée par l'installation sur le long terme de l'architecte a contribué à une reconfiguration des relations entre la municipalité, l'office HLM et les habitants : ainsi, alors que l'office prévoyait une augmentation des loyers dans le quartier, l'intervention de la mairie a permis un ciblage des augmentations après une rencontre entre le directeur de l'office et l'architecte « permanente » qui connaissait désormais la situation financière des familles (Hallauer).
- 6 Deuxièmement, à l'image des « bonnes pratiques » promues par les organisations internationales, les pratiques et les politiques alternatives de développement urbain font l'objet de circulations croissantes aux différents échelles, produisant des hybridations entre le modèle et les situations locales qui compliquent l'analyse des alternatives. Plusieurs textes du premier volet établissaient déjà ce constat (Bresson et Tummers, 2014 ; Joassart-Marcelli et Bosco, 2014 ; Koblowski et Van Criekingen, 2014), approfondi dans ce second volet. Ainsi, la stratégie alimentaire de la ville de Londres s'est appuyée sur les nombreuses expériences développées dans les villes nord-américaines dans les années 1990 et 2000. Cette stratégie a ensuite été retravaillée par le contexte londonien qui se caractérise par une injonction (contradictoire) à la durabilité et à la compétitivité. Elle a elle-même plus récemment fait l'objet d'une mise en circulation grâce à la visibilité internationale acquise au travers de l'organisation des Jeux Olympiques de 2012 (Cretella). Dans le même sens, les politiques temporelles ont émergé en Italie dans les années 1980, sous l'action de militantes dénonçant la « double journée » des femmes fortement incitées à entrer sur le marché du travail tout en conservant leurs tâches domestiques. Soutenue par l'Etat, la constitution de ce nouveau domaine d'action a débouché sur de nombreuses expériences locales innovantes (plans territoriaux des temps et de mobilité, création de bureaux des temps, concertation entre la municipalité, le système éducatif, les entreprises et syndicats, les administrations et les citoyens). En France, l'importation récente de ce modèle a suivi d'autres canaux et les municipalités semblent traduire de manière très différenciée l'intégration du facteur temporel dans l'aménagement urbain (Beyer et Royoux).
- 7 Troisièmement, à l'image des mouvements sociaux, les pratiques et politiques alternatives semblent connaître, si ce n'est des cycles de vie, du moins des trajectoires dynamiques. Leur institutionnalisation semble souvent nécessaire afin de dépasser le stade de la simple expérimentation. Mais ce processus s'accompagne d'un danger bien mis en lumière dans le premier numéro : celui d'une dilution du potentiel « alternatif » des initiatives au sein du référentiel entrepreneurial des politiques urbaines (Koblowski et Van Criekingen, 2014 ; Huré, 2014 ; Bresson et Tummers, 2014 ; Joassart-Marcelli et Bosco, 2014). Ce second volet du dossier confirme ce constat. Ainsi, les politiques patrimoniales et touristiques de Plaine Commune se sont progressivement institutionnalisées depuis leur émergence dans les années 1960. Elles se rapprochent aujourd'hui davantage des stratégies entrepreneuriales, tout en gardant un potentiel alternatif notamment pour ce qui concerne la vision de la métropole qu'elles promeuvent et les publics auxquels elles s'adressent (Cousin *et al.*). D'une autre manière, ce processus d'institutionnalisation a certes contribué à affaiblir la

dimension subversive de la pratique du graffiti à Lisbonne, mais a également produit des effets structurants sur les groupes sociaux et professionnels liés à l'art de rue. En renforçant les liens entre la municipalité et ce milieu professionnel, le processus d'institutionnalisation a favorisé une meilleure intégration de groupes jusque-là marginalisés dans la production des politiques urbaines (Costa et Lopes).

- 8 Au final, les onze articles qui composent de double numéro offrent au lecteur un panorama de la variété des politiques alternatives de développement urbain, tout en mettant en lumière leurs grands enjeux, qui reposent sur leur rapport au néolibéralisme, sur leur circulation transnationale, et enfin sur leur institutionnalisation. Ces premiers éléments d'analyse doivent désormais être confrontés à d'autres contextes sociaux et spatiaux – nous pensons notamment aux villes des Suds qui n'ont pas été abordées ici alors qu'elles constituent sans doute les principaux laboratoires de l'élaboration de nouveaux modèles alternatifs de développement urbain.

3. Présentation des articles

- 9 L'article d'Agnese Cretella revient sur l'un des enjeux centraux des politiques urbaines alternatives : celui de l'alimentation. Il s'appuie sur une analyse du cas de Londres, ville ayant investi la question de l'alimentation de manière très précoce. Il montre comment, dès le tournant des années 2000, une stratégie alimentaire urbaine émerge puis se renforce à mesure que les enjeux de durabilité deviennent centraux, notamment dans la perspective de l'organisation des Jeux Olympiques de 2012. L'analyse de l'auteure permet de souligner toutes les contradictions de la gouvernance des questions alimentaires à l'échelle urbaine. Ainsi, elle montre que les stratégies alimentaires de Londres ne sont pas étanches aux influences du contexte, et notamment aux dynamiques entrepreneuriales et néolibérales qui agitent la gouvernance des villes globales. Le succès grandissant de ces stratégies n'est pas d'ailleurs pas étranger à cette situation dans laquelle la stratégie alimentaire est appréhendée comme une initiative « neutre » produisant du consensus entre des acteurs et des groupes aux intérêts (notamment partisans) souvent différents. Si l'article conclut par un appel à une prise en compte de la variété des stratégies alimentaires urbaines, il souligne également une tendance générale à l'institutionnalisation de ce domaine d'action et à la perte de son caractère subversif et militant.
- 10 Pedro Costa et Ricardo Lopes s'intéressent quant à eux aux politiques publiques mises en œuvre à Lisbonne pour réguler la production de graffiti et, plus généralement, de *street art*. Ces politiques sont naturellement ambivalentes dans la mesure où elles cherchent à contrôler les quartiers les plus concernés par la pratique du graffiti, comme celui du Bairro Alto, tout en accompagnant son institutionnalisation. Les auteurs se penchent tout particulièrement sur une initiative de la municipalité de Lisbonne : la galerie d'art urbain. Tout l'intérêt de leur analyse est de revenir sur les multiples effets de cette initiative en ce qui concerne la gestion des conflits d'usage dans l'espace public, la transformation de l'image des quartiers concernés, ou encore la participation de groupes marginalisés. Elle montre notamment qu'au-delà de ses objectifs initiaux, cette stratégie a fortement influencé le secteur de l'art de rue lisboète en transformant les représentations et la valeur des œuvres produites et en construisant un « milieu » qui noue des liens étroits avec les autorités locales.
- 11 L'article de Saskia Cousin, Géraldine Djament-Tran, Maria Gravari-Barbas et Sébastien Jacquot traite des politiques patrimoniales et touristiques de la communauté d'agglomération Plaine Commune en Seine-Saint-Denis. Ces politiques sont anciennes et ont constitué une véritable alternative dans les années 1960 et 1970, lorsqu'il s'agissait pour la municipalité communiste de Saint-Denis de promouvoir une vision plus ouverte du patrimoine que celle proposée par l'Etat central. La création de Plaine Commune et, plus encore, les réflexions autour du Grand Paris, ont considérablement fait évoluer ces politiques. Si ces dernières sont désormais intégrées au référentiel entrepreneurial (et à son avatar « culturel », la « ville créative »), elles continuent d'être porteuses d'une vision alternative du patrimoine, par le biais de la promotion d'un patrimoine industriel suburbain. Ces politiques se fondent d'ailleurs sur une conception « altermarchande » de la ville qui fait de l'économie sociale et solidaire et des initiatives militantes l'une des clés de voûte du tourisme et du patrimoine. Au final, les auteurs montrent que des alternatives peuvent émerger dans les interstices de la ville entrepreneuriale en cherchant à promouvoir une vision plurielle de la ville qui ne se limite pas à celle diffusée au travers de l'idéologie métropolitaine.
- 12 Enfin, deux textes de ce dossier figurent en rubrique « Débats ». Ce choix se justifie pour deux raisons. La première est qu'ils ne semblent pas spontanément concerner des « alterpolitiques », notamment en ce qui concerne la « permanence architecturale » qui émane d'un cabinet d'architecture, donc du secteur privé à but lucratif. La seconde est que le caractère innovant – davantage que véritablement alternatif – des pratiques et politiques qu'ils analysent est ici « défendu » sur un registre quasi-militant. La rubrique « Débats » ayant justement pour objectif de mettre en lumière des thématiques émergentes, mais aussi de susciter la controverse, il nous a semblé logique d'y inclure ces textes, qui complètent ainsi ce double numéro de manière plus engagée.
- 13 Le texte de Chris Beyer et Dominique Royoux constitue un plaidoyer en faveur de l'« aménagement temporel territorial ». Les auteurs analysent la montée en puissance de ces politiques, qui selon eux contribuent à renforcer la capacité d'action publique locale, en les replaçant dans le contexte de la transition depuis les rythmes de vie fordistes vers des temporalités plus fractionnées et différenciées. Ils reviennent sur l'émergence d'une planification temporelle ambitieuse dans les grandes villes italiennes dès le début des années 1990 avant de s'interroger sur l'émergence contrariée de ce domaine d'action publique en France au tournant des années 2000, et notamment sur le rôle de l'Etat. Ils montrent également comment, depuis quelques années, des villes tentent de dépasser une simple approche en termes de gestion des temps pour tenter de prendre en compte simultanément le temps et l'espace. Les auteurs expliquent avec conviction qu'en dépit de la lenteur de sa diffusion, l'aménagement temporel est susceptible d'apparaître comme une

alternative à une conception technocratique et figée de la planification, en raison de l'accent mis sur la participation des usagers et de la volonté de rendre l'espace urbain davantage malléable.

- 14 Le texte d'Edith Hallauer interroge quant à lui la pratique de la « permanence architecturale » dans le cadre de la réhabilitation d'un quartier HLM à Boulogne-sur-Mer. Très marginale, cette pratique, qui émane d'une agence d'architecture, doit selon l'auteure être davantage comprise au prisme des évolutions du champ artistique liées à l'éducation populaire et à la démocratisation culturelle qu'à celui du champ architectural lui-même. Le texte décrit finement la manière dont l'insertion de longue durée de l'architecte au sein du quartier, et les interactions de la vie quotidienne, lui permettent d'acquiescer peu à peu la confiance des habitants, modifiant progressivement la configuration initiale entre architectes porteurs du projet, habitants et institutions concernées (municipalité, office HLM). Plus particulièrement, la pratique de la permanence architecturale conduit peu à peu l'architecte à endosser le rôle de « référent du quartier » auprès des acteurs du projet de réhabilitation. La réussite de l'expérience, qui a conduit à une meilleure prise en compte des désirs des habitants – mais aussi à un coût de réhabilitation restreint pour l'office HLM – résulte selon l'auteure de la rencontre particulière entre un contexte et des acteurs spécifiques, ce qui n'en fait donc pas une expérience aisément reproductible.

Bibliographie

- Béal V., Rousseau M. (2014), « Alterpolitiques! », *Métropoles*, n° 15.
DOI : 10.4000/metropoles.4948 
- Beauregard B. (2014), « Note on the Maker Movement and the City », Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Laboratorio Expo, Milan.
- Becker S., Beveridge R., Naumann M. (2015), « Remunicipalization in German cities: contesting neo-liberalism and reimagining urban governance? », *Space and Polity*, vol. 19, n° 1, pp. 76-90.
DOI : 10.1080/13562576.2014.991119
- Boyer R. H. (2015). « Grassroots innovation for urban sustainability: comparing the diffusion pathways of three ecovillage projects », *Environment and Planning A*, vol. 45, pp. 320-337.
DOI : 10.1068/a140250p
- Bresson S., Tummers L. (2014), « L'habitat participatif en Europe », *Métropoles* [En ligne], 15.
DOI : 10.4000/metropoles.4960 
- Cohen N., Reynolds K. (2015), « Resource needs for a socially just and sustainable urban agriculture system: Lessons from New York City », *Renewable Agriculture and Food Systems*, vol. 30, n° 1, pp. 103-114.
DOI : 10.1017/S1742170514000210
- Coppola A. (2014), « A Cleveland model? », *Métropoles* [En ligne], 15.
DOI : 10.4000/metropoles.4950 
- Fainstein S. (2014), « Comments on Urban Studies: Social Innovation », Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Laboratorio Expo, Milan.
- Hackworth J. (2015), « Right-sizing as spatial austerity in the American Rust Belt », *Environment and Planning A*, vol. 47, pp. 766-782.
- Huré M. (2014), « Entre alternatives et entrepreneurialisme, le renforcement des pouvoirs politiques urbains », *Métropoles* [En ligne], 15.
DOI : 10.4000/metropoles.4983 
- Joassart-Marcelli P. Bosco F. J. (2014), « Alternative Food Projects, Localization and Neoliberal Urban Development », *Métropoles* [En ligne], 15.
DOI : 10.4000/metropoles.4970 
- Kębłowski W., Van Criekingen M. (2014), « How “alternative” alternative urban policies really are? », *Métropoles* [En ligne], 15.
DOI : 10.4000/metropoles.4994 
- McClintock N. (2014), « Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions », *Local Environment*, vol. 19, n° 2, pp. 147-171.
DOI : 10.1080/13549839.2012.752797 
- Métropoles* (2014), « Politiques urbaines alternatives (1) », Numéro special, vol. 15. [Coordinateurs : Vincent Béal, Max Rousseau].
- North P., Nurse A. (2014), « Beyond entrepreneurial cities », *Métropoles* [En ligne], 15.
DOI : 10.4000/metropoles.5005 
- Peck J. (2014), « Pushing austerity: state failure, municipal bankruptcy and the crises of fiscal federalism in the USA », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 7, n° 1, pp. 17-44.
DOI : 10.1093/cjres/rst018 
- Patel Z., Greyling S., Parnell S., Pirie G. (2015), « Co-producing urban knowledge: experimenting with alternatives to 'best practice' for Cape Town, South Africa », *International Development Planning Review*, vol. 37, n° 2, pp. 187-203.
DOI : 10.3828/idpr.2015.15
- Schindler S. (2014). « Understanding urban processes in Flint, Michigan: Approaching 'subaltern urbanism' inductively », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 3, pp. 791-804.
- Smith M. P., Kirkpatrick L. O. (Eds.) (2015), *Reinventing Detroit: The Politics of Possibility*, New York, Transaction Publishers.
DOI : 10.4324/9781315128306
- Space & Polity*, (2015), « In, against and beyond neoliberalism: the “crisis” and alternative political futures », Special Issue, vol. 19, n° 1. [Coordinators: David Featherstone, Kendra Strauss, Danny MacKinnon].

Notes

¹ Voir par exemple les actes du colloque international « De la possibilité de politiques urbaines alternatives en contexte néolibéral ? Réflexions et expériences » organisé à l'Université de Saint-Etienne en septembre 2015, http://imu.universite-lyon.fr/wp-content/uploads/2015/07/Actes_Colloque_altervilles_V2.pdf

Pour citer cet article

Référence électronique

Max Rousseau et Vincent Béal, « Alterpolitiques! 2 », *Métropoles* [En ligne], 17 | 2015, mis en ligne le 15 décembre 2015, consulté le 17 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/5146> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/metropoles.5146> 

Cet article est cité par

- Rumpala, Yannick. (2023) 'Smart' in another way: the potential of the Fab City approach to reconfigure urban dynamics. *Urban Research & Practice*, 16. DOI: 10.1080/17535069.2021.2009551
- Pinson, Gilles. Morel Journal, Christelle. (2016) The Neoliberal City – Theory, Evidence, Debates. *Territory, Politics, Governance*, 4. DOI: 10.1080/21622671.2016.1166982 
- Rumpala, Yannick. (2018) Intelligente autrement : de la « Smart city » à la « Fab city ». Émergence d'un modèle alternatif de ville « intelligente » et logiques de reconfiguration du collectif urbain. *Métropoles*. DOI: 10.4000/metropoles.5949 

Auteurs

Max Rousseau

Articles du même auteur

« **La plaine est morte et la ville la mange** » : l'urbanisation planétaire vue de l'arrière-pays rural de Rabat-Salé-Témara (Maroc) [Texte intégral]

"The plain is dead and the city is eating it". Planetary Urbanisation as seen from the rural hinterland of Rabat-Salé-Témara (Morocco)

Paru dans *Métropoles*, 34 | 2024

Alterpolitiques! [Texte intégral]

Paru dans *Métropoles*, 15 | 2014

Gouverner la gentrification [Texte intégral]

Différentiel de loyer et coalitions de croissance dans la ville en déclin

Paru dans *Métropoles*, 7 | 2010

Néolibéraliser la ville fordiste [Texte intégral]

Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative

Paru dans *Métropoles*, 4 | 2008

La ville comme machine à mobilité [Texte intégral]

Capitalisme, urbanisme et gouvernement des corps

Paru dans *Métropoles*, 3 | 2008

Vincent Béal

Articles du même auteur

Éditorial [Texte intégral]

Paru dans *Métropoles*, 29 | 2021

Alterpolitiques! [Texte intégral]

Paru dans *Métropoles*, 15 | 2014

Relancer Saint-Étienne. Conditions institutionnelles et capacité d'action collective dans une ville en déclin

[Texte intégral]

Paru dans *Métropoles*, 8 | 2010

Néolibéraliser la ville fordiste [Texte intégral]

Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative

Paru dans *Métropoles*, 4 | 2008

Droits d'auteur



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.